

ARRÊTÉ DU MAIRE

TEMPORAIRE

23 / 1430

**Permission de voirie
Occupation du domaine public
N°144 avenue de la République
Prolongation de l'arrêté 23/1283**

Réf :315/RA/DD/YL/ZA

Le Maire de la Commune de Montgeron,
Conseillère Régionale d'Ile-de-France

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de voirie routière,
Vu l'état des lieux,

Considérant la demande en date du 5 juin 2023 de l'**entreprise SOBECA-Melun** dont le siège social est situé TSA 70011 - Chez Sogelink 69134 DARDILLY Cedex, afin d'effectuer des travaux pour le compte d'**ENEDIS** de raccordement électrique de 14 logements au droit du N° 144 sous trottoir avenue de la République à Montgeron,

Considérant la nécessité de prendre des mesures pour garantir la sécurité des usagers,

A R R Ê T E

- Article 1 **L'entreprise SOBECA-Melun pour le compte d'ENEDIS** est autorisée à travailler sur le domaine public afin d'effectuer des travaux de raccordement électrique de 14 logements au droit du N° 144 sous trottoir avenue de la République à Montgeron.
Le stationnement sera interdit au droit du chantier.
- Article 2 **Les travaux seront prolongés jusqu'au vendredi 30 juin 2023, de 9h00 à 17h00**, période à l'issue de laquelle le pétitionnaire devra remettre les lieux en l'état. Le bénéficiaire de la présente autorisation sera responsable vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ces installations.
- Article 3 Le présent arrêté devra être affiché sur un support rigide, plastifié (en cas de pluie) et aucun ruban adhésif ne doit être utilisé pour son affichage.
- Article 4 La permission de voirie est accordée à charge pour le pétitionnaire de se conformer aux conditions suivantes : une signalisation provisoire de chantier devra être mise en place conformément à la réglementation en vigueur, le balisage, si besoin est, devra être réalisé à l'aide de dispositifs de type GBA plastique, des panneaux lumineux de type B21 devront renforcer la signalisation. Le pétitionnaire est avisé qu'il engage entièrement sa responsabilité quant aux précautions à prendre pour assurer la sécurité des passants.
- Article 5 Ampliation du présent arrêté sera transmise :
 - A Monsieur le Commissaire de Police
 - A Madame la Cheffe de Service de la Police Municipale
- Article 6 Le Directeur Général des Services ou la Directrice Générale Adjointe des Services de la Commune de Montgeron est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Mme le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron le, **16 JUIN 2023**



Sylvie CARILLON
Maire de Montgeron
Conseillère Régionale d'Ile-de-France